



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-sixième session
Rome, 28-29 avril 1999

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉGION CENTRALE - PHASE II
(PRODAP-II)**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec El Salvador	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée du projet	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement du projet	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	13
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	15
J. Aspects novateurs	15
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	16
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	16
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO EL SALVADOR (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À L'EL SALVADOR)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. OBJECTIVES, QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS (OBJECTIFS, APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROJET)	8
V. ORGANIZACIÓN DE LA UNIDAD COORDINADORA DEL PROYECTO (ORGANIGRAMME DE L'UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET)	9
VI. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	10
VII. STAKEHOLDERS' PARTICIPATION IN PROJECT DESIGN (PARTICIPATION DES ACTEURS À LA CONCEPTION DU PROJET)	11
VIII. PROPOSED GENDER APPROACH (APPROCHE PROPOSÉE DE LA PROBLÉMATIQUE HOMMES-FEMMES)	12
IX. COMPARATIVE FEATURES BETWEEN PRODAP I AND PRODAP II (TABLEAU COMPARATIF DE LA PREMIÈRE PHASE ET DE LA DEUXIÈME PHASE DU PROJET PRODAP)	13



TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Colón (SVC)
1,00 USD	=	8,8 SVC
1,00 SVC	=	0,11 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BFA	Banque de développement agricole
FISP	Fonds d'investissement dans les activités sociales et productives
PROCHALATE	Projet de réhabilitation et de développement dans les régions dévastées par la guerre du Département de Chalatenango
PRODAP I	Projet de développement agricole dans les petites exploitations de la région Paracentral
PRODERNOR	Projet de développement rural dans la région du nord-est
UCP	Unité de gestion et de coordination du projet

GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR

Année budgétaire

1^{er} janvier- 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET

REPUBLIC OF EL SALVADOR



Source: Instituto Geográfico Nacional del Ministerio de Obras Públicas

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelles des territoires considérés.

LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉGION CENTRALE - PHASE II
(PRODAP-II)**

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République d'El Salvador
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture
COÛT TOTAL DU PROJET:	20,0 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	9,55 millions de DTS (équivalent approximativement à 13,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalent à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	5,1 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,9 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires ?

Le groupe cible du projet se compose de 30 000 familles de petits exploitants pauvres, de paysans sans terre, de ménages dirigés par une femme, de travailleurs agricoles et extra-agricoles, de petits entrepreneurs ruraux vivant dans une région qui a été touchée par le cyclone Mitch. Soixante-quatorze pour cent de la population rurale vit au-dessous du seuil de pauvreté (estimé à 550 USD par habitant et par an). Le projet bénéficiera directement à 13 500 familles, dont 7 500 recevront un appui financier et technique tandis que 4 600 profiteront du Fonds d'investissement dans les activités sociales et productives (FISP) et que 1 400 recevront une formation spécifique. Les femmes constituent environ 30% des bénéficiaires et sont chefs de famille, agricultrices ou chefs d'entreprise.

Pourquoi sont-ils pauvres ?

La pauvreté rurale dans la région centrale du pays est principalement due à la superficie limitée des terres, à l'appauvrissement des sols, au manque de ressources financières, à l'insuffisance du système de financement rural et à la faiblesse des organisations paysannes. En conséquence, dans une large mesure, les besoins essentiels ne sont pas satisfaits. Le manque de terres, la dégradation des ressources naturelles et le système de commercialisation peu développé empêchent les familles de tirer des activités agricoles et autres le revenu suffisant pour couvrir leurs besoins de base. Les mauvaises conditions de vie de la population rurale d'El Salvador expliquent en grande partie que le conflit armé se soit prolongé au cours des années 80, aggravant encore la situation en milieu rural.

En quoi le programme proposé les aidera-t-il ?

Le principal objectif de cette seconde phase du projet sera d'élever les revenus et d'améliorer le niveau de vie des ruraux pauvres, tout en consolidant les retombées positives de la phase I du projet. L'objectif spécifique principal est de renforcer les organisations paysannes locales par d'importants investissements dans les capacités locales. Le projet s'attachera tout particulièrement à trouver la meilleure combinaison d'activités agricoles et extra-agricoles. À cette fin, agriculteurs et agricultrices recevront un appui technique et des prêts qui permettront: i) d'accroître et de diversifier la production agricole, ii) d'améliorer la gestion des ressources naturelles, et iii) de créer et de perfectionner les petites entreprises. On privilégiera la parité entre les sexes dans toutes les composantes du projet afin qu'hommes et femmes participent au même titre aux activités du projet et bénéficient à part égale de ses avantages.

Le projet instaurera un système durable en vue du transfert de services aux organisations paysannes locales. Les services seront offerts par des équipes multidisciplinaires, par des ONG locales et par des institutions publiques et privées sur la base d'un programme de partage des coûts entre le projet et les bénéficiaires. Le projet introduira un nouveau mécanisme d'intermédiation financière destiné à instaurer un système de financement rural viable. Le mécanisme reposera sur le transfert progressif des responsabilités et des fonds à des institutions de financement intermédiaires au niveau local. Il utilisera les ressources du Fonds d'affectation spéciale de la phase I du projet d'une part, et injectera de nouveaux fonds et mobilisera l'épargne locale d'autre part. Le Fonds d'investissement dans les activités sociales et productives du projet veillera à ce que les familles les plus pauvres de la zone du projet bénéficient de ses activités. Des plans de développement communautaires seront élaborés en réponse à la demande en adoptant des méthodes participatives.

De quelle manière les bénéficiaires participeront-ils au projet ?

La stratégie du projet consiste à garantir la participation des bénéficiaires à tous les stades de la conception et de l'exécution du projet. Au cours de la phase de conception, des ateliers participatifs -



auxquels ont participé plus de 200 bénéficiaires (dont 50% de femmes) - ont été organisés. Les organisations paysannes seront directement responsables de la définition et de la mise en oeuvre des activités du projet. Pour cela, l'accent sera mis sur le renforcement des organisations locales par le biais de programmes de formation. A des fins d'équité entre les sexes, des ateliers de sensibilisation à la problématique hommes-femmes seront organisés et un programme de formation aux méthodes participatives et à l'analyse de cette problématique sera dispensé par le Bureau chargé de la promotion de l'équité entre les sexes.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉGION CENTRALE - PHASE II
(PRODAP-II)

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République d'El Salvador d'un montant de 9,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,0 millions de USD) à des conditions intermédiaires, en vue de contribuer au financement du Projet de développement rural de la région centrale - Phase II. Conformément au paragraphe 36 des Principes et critères en matière de prêt du FIDA, il est proposé que le prêt soit accordé à des conditions intermédiaires du fait qu'il a été conçu dans une situation d'après-guerre, dans une région qui a également été dévastée par le cyclone Mitch. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République d'El Salvador se situe sur l'isthme d'Amérique centrale et a une superficie d'environ 21 000 km². Il est bordé au nord et à l'est par le Honduras, à l'ouest par le Guatemala et au sud par l'océan Pacifique. Les terres arables représentent 46% de la superficie totale (2,1 millions d'hectares), dont 17% seulement se prêtent à l'agriculture intensive.

2. En 1996, la population d'El Salvador était estimée à 6 millions d'habitants, la densité de population avoisinant 290 habitants au km². Environ 43% d'entre eux vivent en milieu rural. Le taux d'accroissement de la population est de 2,1% par an, le taux d'analphabétisme de 23,6% pour les hommes et de 27,2% pour les femmes. Le taux de mortalité infantile est de 46 pour 1 000 au cours de la première année de vie et de 63 pour 1 000 avant cinq ans. La mortalité maternelle post-partum - de 72 pour 1 000 - est l'une des plus élevées d'Amérique latine. Environ 63% de la population rurale vit au-dessous du seuil de pauvreté, estimé à 550 USD par habitant. Depuis 1990, la pauvreté urbaine a chuté de 12%, tandis que le taux de pauvreté rurale est resté stable, à 64%.

3. Dans les années 80, la guerre civile a plongé El Salvador dans une phase de déclin économique. Les accords de paix de 1992 ont lancé un processus d'ajustement structurel, de libéralisation des échanges et de rationalisation progressive dans le secteur public, qui a accru la stabilité macro-économique et dopé la croissance. Le secteur manufacturier, en particulier l'assemblage des produits en admission temporaire en vue de leur réexportation (maquila), et le

¹ Pour renseignements supplémentaires, voir l'appendice I.



commerce sont les secteurs phares de l'économie, comptant pour 40% du produit intérieur brut (PIB) en 1996. Cette même année, le PIB par habitant s'élevait à 1 700 USD. En 1997, le PIB s'est accru de 3,8% mais la part du PIB imputable à l'agriculture a chuté de 0,3% du fait de la perte des récoltes due au phénomène *El Niño*. En novembre 1998, certaines zones ont été touchées par le cyclone Mitch, ce qui devrait avoir un effet négatif sur l'économie nationale au cours de 1999 et des années suivantes. Compte tenu de leur impact macro-économique (13% du PIB), le flux d'envois de fonds est particulièrement important pour El Salvador. En 1996, le ratio dette-PIB du pays était de 9,6%, l'un des plus faibles d'Amérique latine.

4. La pauvreté rurale était l'une des causes principales de la guerre civile, et inversement, le conflit aggravait le niveau de pauvreté du pays. La pauvreté rurale est principalement liée au manque de terres et de titres fonciers, au morcellement à outrance des exploitations, aux systèmes de commercialisation insuffisants et à l'accès limité aux ressources financières. En 1975, 50% des 271 000 exploitations du pays avaient une superficie d'au moins un hectare et 40% d'entre elles une superficie comprise entre 1 et 5 hectares. Un peu plus d'un cinquième de la population rurale a bénéficié de la réforme agraire des années 80, et les accords de paix de janvier 1992 ont appelé à une distribution de terres aux combattants démobilisés ainsi qu'aux civils membres du Front de libération nationale Farabundo Martí. Ce programme de transfert des terres a profité à 37 000 ruraux, dont seulement 12% étaient des femmes.

5. Le secteur public agricole se compose du Ministère de l'agriculture, du Centre national de technologie agricole, de la Banque de développement agricole (BFA), du Bureau sectoriel pour la planification agricole et du Bureau de coordination des projets du Ministère de l'agriculture. Le Ministère de l'agriculture définit les orientations et les stratégies sectorielles générales tandis que son Bureau de coordination des projets supervise l'exécution des projets de développement rural. Les institutions privées (telles que les organisations non gouvernementales (ONG), les coopératives et les fondations) jouent un rôle important dans la production et l'0a commercialisation agricoles.

B. Données d'expérience

6. **Interventions du FIDA.** Le FIDA a accordé quatre prêts à El Salvador : i) le Projet de crédit agricole pour la phase III d'un programme (prêt N°163-ES), qui a pris fin en 1990 ; ii) le Projet de développement agricole dans les petites exploitations de la région Paracentral (PRODAP-I, prêt N° 267-ES), qui prendra fin en décembre 1999 ; iii) le Projet de réhabilitation et de développement dans les régions dévastées par la guerre du Département de Chalatenango (PROCHALATE, prêt N° 322-ES), en cours d'exécution, et le Projet de développement rural dans la région du nord-est (PRODENOR, prêt N° 465-SV), approuvé en décembre 1997, qui lancera ses premières activités au cours du premier semestre de 1999.

7. **Données d'expérience.** L'évaluation de la première phase du projet et d'autres projets du FIDA ont permis de prendre connaissance de nombreuses données précieuses et de soulever un certain nombre de questions : i) le conflit civil a entraîné l'effondrement des structures sociales du monde rural, ce qui a nécessité de trouver de nouvelles ressources pour la reconstruction d'organisations locales ; ii) les services de financement rural fournis par la BFA (la banque de développement agricole d'État) n'étaient pas suffisamment souples ou efficaces ; iii) l'assistance technique fournie par les institutions gouvernementales a eu tendance à favoriser la grande agriculture commerciale, le système public de vulgarisation agricole ne prenant pas en compte les caractéristiques spécifiques des opérations des petites exploitations ; iv) les précédents projets du FIDA n'ont pas suffisamment mis l'accent sur l'appui à la commercialisation ; et v) la problématique hommes-femmes joue un rôle primordial si l'on veut mener à bien les initiatives de développement rural en El Salvador. La première phase du projet comprenait des activités privilégiant l'équité entre

les sexes et a permis d'acquérir une expérience précieuse dans le domaine du crédit, des propositions techniques et des services d'appui.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'El Salvador

8. **Politique salvadorienne de lutte contre la pauvreté.** Les accords de paix entre le Gouvernement d'El Salvador et le Front de libération nationale Farabundo Martí ont fait de la réduction de la pauvreté rurale et du développement agricole les priorités absolues de la reconstruction. Dans le cadre de sa stratégie, le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre une politique nationale d'équité entre les sexes, des programmes d'investissements sociaux et multisectoriels, à accroître le financement des programmes d'éducation, de distribution de terres et de crédit à l'agriculture et aux petites entreprises.

9. **Activités de réduction de la pauvreté financées par d'autres grands donateurs.** Les organisations internationales et les organismes d'aide bilatérale ont concentré leurs efforts sur les programmes d'ajustement structurel et sur le renforcement du processus de développement d'après guerre. Parmi les programmes récents, on peut citer : i) un programme d'investissement et de réforme du secteur agricole financé par la Banque mondiale ; ii) la construction ou la reconstruction de l'infrastructure et des équipements sociaux grâce à un volume non négligeable de fonds affectés par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement ; iii) le financement par l'Union européenne et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) de programmes destinés à aider les combattants démobilisés à se réinsérer dans la société civile ; iv) le financement par l'Union européenne de programmes portant sur le transfert de terres, le crédit et le développement agricole, dont le cofinancement actuel du projet PROCHALATE du FIDA (prêt N° 322-ES) ; elle mettra également en route un projet de développement rural et social à Morazán et un projet de développement rural destiné aux anciens combattants à San Vicente ; et v) l'USAID a mis en place un programme ordinaire de pays qui a financé le transfert des terres, les exportations agricoles et les micro-entreprises rurales et urbaines. Les ressources financières internationales ont été affectées aux zones rurales et aux programmes sociaux.

10. **Stratégie du FIDA dans le cadre de sa collaboration avec l'El Salvador.** La stratégie du FIDA a pour objectif de consolider le processus de paix et de reconstruction (enclenché à la suite de la signature des accords de paix en 1992) en réduisant la pauvreté rurale. En conséquence, le FIDA met l'accent sur les projets visant à améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres et à appuyer le passage de la phase de pacification et reconstruction à des actions de développement durable reproductibles.

11. La stratégie de pays du FIDA comporte six volets : i) le renforcement de la capacité locale par celui des organisations locales et la promotion de la participation des bénéficiaires ; ii) l'instauration de services financiers appropriés ; iii) l'implantation durable d'un système d'assistance technique induit par la demande ; iv) l'intégration d'activités hommes-femmes dans le processus de développement ; v) l'élaboration de programmes de formation destinés à améliorer les compétences des agriculteurs et des agricultrices ainsi que des jeunes du milieu rural ; et vi) la diversification des sources de revenu des familles rurales. Le FIDA a le sentiment que les activités agricoles et les emplois ruraux hors exploitation jouent un rôle décisif dans sa stratégie de réduction de la pauvreté rurale, qui cherche à appuyer les petits exploitants des deux sexes et les paysans sans terre en créant un processus durable d'accroissement du revenu dans les zones rurales.



12. **Raison d'être du projet.** Le projet a été conçu dans le cadre de la politique gouvernementale et des stratégies de réduction de la pauvreté et de la gestion des ressources naturelles. Le retrait de l'État des activités de vulgarisation sur le terrain a engendré la réduction, voire la disparition, des organismes publics fournissant des services techniques, d'infrastructure et logistiques au secteur agricole. Ce vide institutionnel est comblé par des organisations locales et des fournisseurs de services techniques privés, que le projet appuiera en investissant dans le renforcement des capacités et des services de commercialisation.

13. Le projet établira une relation de coordination novatrice avec les autres projets financés par le FIDA en El Salvador : PROCHALATE dans le nord et PRODENOR dans le nord-est. Globalement, les projets du FIDA constitueront une action homogène en faveur du développement dans les départements les plus pauvres du pays. La mise en oeuvre de PRODAP-II assurera un effort de développement intégré et coordonné dans toute la région nord d'El Salvador. Il est également possible d'élaborer des stratégies communes à plusieurs projets, en particulier dans les domaines du renforcement des structures, de la fourniture de services financiers au monde rural, de l'assistance technique, de l'appui à la commercialisation, de l'équité entre les sexes et de la gestion des ressources naturelles.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

14. **Zone du projet.** La zone du projet se situe dans le centre d'El Salvador et couvre au total 32 municipalités, à savoir les départements de Cabañas et de San Vicente et dix municipalités faisant partie des départements de San Miguel, la Paz, Cuscatlán et Usulután. La zone du projet est bordée au nord par le Honduras et au sud par l'océan Pacifique.

15. Dans les départements de Cabañas et San Vicente, environ 4% des terres se prêtent à tout type d'agriculture (classes I et II); quelque 30% peuvent être exploitées à condition de prendre certaines mesures de conservation des sols, 43% permettent le pâturage ou les cultures permanentes, et, du fait de leur pente, 23% d'entre elles devraient être protégées.

16. L'activité de production principale dans la zone du projet est l'agriculture, principalement la culture du maïs combinée à celle des haricots et du sorgho ; les céréales de base constituent 94% de la production agricole. Les fruits, les légumes, le café, le sésame, la canne à sucre et les fleurs sont également cultivés, mais à petite échelle. L'élevage est très limité, et est principalement destiné à la production de lait et de viande. Les principales contraintes rencontrées dans la production animale sont d'ordre sanitaire ou sont liées à la pénurie d'eau.

17. **Pauvreté et groupe cible.** On estime à 235 000 personnes la population rurale de la zone du projet. En 1997, environ 74% d'entre elles vivaient au-dessous du seuil de pauvreté, et 42% dans l'extrême pauvreté. Le groupe cible est composé de petits exploitants pauvres et de paysans sans terre, de foyers dirigés par une femme, de travailleurs agricoles et extra-agricoles et de petits entrepreneurs ruraux. La population cible compte 30 000 familles, dont la taille moyenne est de 6,1 membres. Les femmes représentent 31% de cette population. Quelque 13 500 familles rurales, à savoir environ 44% de la population cible, bénéficieront directement du projet.

18. **La situation des femmes.** Les femmes sont responsables de toutes les tâches domestiques et sont parfois aidées par leur mari. Hommes et femmes prennent part aux activités agricoles. Au sein du groupe cible, les hommes et les femmes s'emploient indifféremment à des activités rémunératrices telles que la fabrication de fromage, l'achat et la vente de pain, la vente d'œufs, de volaille, etc. La

zone du projet compte environ 10% de foyers dirigés par une femme, dans lesquels les femmes sont responsables, outre des tâches domestiques, de toutes les activités agricoles.

19. Sur l'ensemble des propriétaires terriens (40% du groupe cible), 11% sont des femmes. Dans le cadre de la phase I du projet, 14% des facilités de crédit ont été accordées à des femmes. Malgré les résultats significatifs dans le domaine de l'équité des sexes, celles-ci restent toujours les plus touchées par la pauvreté et leur accès aux ressources productives est toujours plus limité que celui des hommes. Elles ont un accès restreint aux terres, aux facilités de crédit, aux informations commerciales et ont moins de possibilités de développement personnel. La conjonction de facteurs culturels et sociaux empêche les femmes de participer aux processus de développement de manière équitable.

B. Objectifs et portée du projet

20. L'objectif de la présente deuxième phase du projet est de consolider les aspects positifs de la première, en mettant l'accent sur de nouveaux accords de mise en œuvre et sur un nouveau dispositif de fourniture de services financiers. Le projet continuera d'améliorer le niveau de vie des ruraux pauvres (quel que soit leur sexe) en accroissant la production agricole et la productivité, et en diversifiant les cultures dans une zone qui a souffert du cyclone Mitch. La participation des bénéficiaires à l'exécution du projet et à la prise de décision sera accentuée par le transfert des responsabilités à leurs propres organisations.

21. Les objectifs spécifiques du projet sont de : i) accroître le revenu des familles en dopant la productivité agricole et en diversifiant les sources de revenu : activités agricoles et extra-agricoles, petites entreprises et commercialisation ; ii) renforcer les organisations paysannes et les institutions locales afin de faciliter la participation à la définition, la conception, l'exécution et l'évaluation des activités de la deuxième phase du projet ; iii) améliorer le système de crédit existant par le transfert progressif des responsabilités et des fonds aux intermédiaires financiers locaux ; iv) introduire des accords destinés à rendre les services d'assistance technique et de vulgarisation existants plus viables en transférant progressivement l'administration et la supervision aux organisations paysannes locales ; v) intégrer et renforcer l'équité entre les sexes dans toutes les activités du projet, veiller à ce que femmes et hommes participent aux activités des projets et profitent de leurs avantages à part égale dans la zone du projet ; vi) améliorer l'environnement, assurer la gestion durable des sols, de l'eau et des ressources forestières ; et vii) instaurer une coordination et des liens formels avec les autres projets du FIDA.

C. Composantes

22. Le projet proposé, qui sera exécuté sur une période de six ans, a trois composantes : a) renforcement de la capacité locale, par le biais i) du renforcement des organisations locales, et ii) du Fonds d'investissement dans les activités sociales et productives ; b) services d'appui à la production, à savoir i) services techniques destinés aux agriculteurs, ii) appui à la commercialisation, iii) création de petites entreprises rurales, et iv) gestion durable des ressources naturelles ; enfin c) services financiers ruraux, dont i) développement institutionnel des intermédiaires financiers, et ii) caisse de crédit. Une unité de coordination du projet sera chargée de l'exécution et de l'administration du projet.

Renforcement de la capacité locale

23. Cette composante a pour objectif de renforcer et de consolider les organisations communautaires existantes et d'autres organisations locales pour qu'elles puissent formuler leurs demandes et élaborer des projets de petite envergure, mener les négociations s'y rapportant, investir dans des activités sociales et économiques et administrer les services de vulgarisation.



24. **Renforcement des organisations locales.** Cette sous-composante a pour objectif de fournir aux bénéficiaires du projet les connaissances, les compétences et le savoir-faire qui leur permettront d'améliorer les moyens dont ils disposent sur le plan social et technique pour parvenir à l'autosuffisance. Une formation sera fournie aux producteurs ayant des idées novatrices ou aux organisations locales de producteurs, aux jeunes, aux bénéficiaires (hommes et femmes) au personnel du projet (techniciens et vulgarisateurs) ainsi qu'aux intermédiaires financiers. Le contenu de la formation portera sur la conception, l'exécution et l'administration des projets de petite envergure, la problématique hommes-femmes, les méthodes pédagogiques, les méthodes participatives et l'organisation. On visera en particulier à améliorer l'aptitude des bénéficiaires en ce qui concerne l'adoption de nouvelles technologies, la gestion des ressources naturelles, la commercialisation, la création de micro-entreprises, entre autres compétences.

25. **Fonds d'investissement dans les activités sociales et productives (FISP).** Un fonds sera créé pour cofinancer les activités sociales et productives des organisations communautaires ou des petits groupes de bénéficiaires. Ce fonds aidera à financer toute une série d'investissements dans: i) l'infrastructure communautaire servant aux activités productives, par exemple routes rurales, ouvrages endommagés par le cyclone Mitch, installations électriques; ii) l'infrastructure sociale, par exemple, écoles, dispensaires, réservoirs d'eau, etc.; iii) des activités qui réduisent le temps passé par les femmes aux tâches ménagères; iv) l'infrastructure servant à des activités productives novatrices qui comportent des risques financiers plus importants et ne peuvent donc se qualifier pour obtenir des fonds de la caisse de crédit (en particulier, des investissements dans des activités après-récolte et des activités commerciales, dans l'appui à la commercialisation, dans l'assistance juridique pour l'obtention de titres de propriété, dans l'apport de capital initial à des banques communautaires et à des programmes d'épargne locale, etc.; enfin, v) des activités se rapportant à la gestion des ressources naturelles. Le cofinancement sera assuré par le biais des fonds communautaires de contrepartie, en collaboration avec les autorités locales.

Services d'appui à la production

26. Dans le cadre de cette composante, une assistance technique sera fournie aux organisations locales pour les aider dans l'activité agricole, la commercialisation et le développement de petites entreprises. Cette assistance diminuera au fur et à mesure que les bénéficiaires accroîtront leur contribution financière et assumeront la responsabilité de la sélection, de la sous-traitance, de l'administration et de la supervision des services de vulgarisation. Les services proposés dans le cadre de cette composante seront fournis aux agriculteurs par des équipes techniques multidisciplinaires extensibles dont les membres seront choisis en fonction des demandes particulières des organisations locales, telles que précisées dans les plans de développement élaborés à l'issue des diagnostics ruraux participatifs. Les services techniques seront fournis en s'assurant la participation active des producteurs aux idées novatrices ayant reçu une solide formation au cours de la première phase du projet.

27. **Services techniques destinés aux agriculteurs.** Cette sous-composante financera la sous-traitance de services d'assistance technique destinés aux agriculteurs, par le biais de leurs organisations. Elle a pour objectif de renforcer la capacité institutionnelle locale afin de garantir la pérennité des services de vulgarisation et d'assistance technique, en réponse à la demande. Les services retenus pourront être fournis en concluant des arrangements relatifs à la vulgarisation ou en recourant aux travailleurs sociaux participant déjà à la première phase du projet, ou à des organismes extérieurs, des ONG, des cabinets de consultants ou des spécialistes souhaitant travailler dans une structure décentralisée. Tous les fournisseurs de services seront supervisés et rémunérés en partie par les producteurs. Le projet financera les coûts qui ne seront pas assumés par ces derniers. À la clôture du projet, il est prévu que le gouvernement continuera de fournir des subventions, en particulier aux agriculteurs les plus pauvres.



28. **Appui à la commercialisation.** Cette sous-composante facilitera l'accès aux marchés locaux et régionaux en fournissant des renseignements aux organisations paysannes sur les prix, les tendances et les débouchés éventuels. La stratégie d'exécution de cette sous-composante s'inscrira dans la stratégie globale qui entend assurer progressivement le transfert des services aux organisations locales.

29. **Création de petites entreprises rurales.** Cette sous-composante encouragera le développement des micro-entreprises en leur fournissant un appui financier qui leur permettra de recruter des techniciens, des gestionnaires et des spécialistes de la commercialisation, ainsi que de suivre une formation. Par le biais du FISP, les entrepreneurs potentiels (en particulier les femmes) recevront une assistance pour trouver de nouvelles idées d'activités et pour les financer.

30. **Gestion durable des ressources naturelles.** Cette sous-composante entend favoriser une gestion plus durable des ressources naturelles, en particulier dans les exploitations des bénéficiaires. Les initiatives prises en matière de conservation des sols et de protection de l'environnement seront encouragées et intégrées aux programmes de formation destinés aux bénéficiaires, dans les écoles et dans les municipalités. Le projet cofinancera, par le biais du FISP, des activités portant sur la gestion durable des ressources naturelles.

Services financiers ruraux

31. Cette composante a pour objectif principal d'établir un dispositif local durable de financement pour permettre aux bénéficiaires de disposer d'un accès permanent au crédit. Ce dispositif reposera sur une institution financière classique de second rang et sur des intermédiaires financiers locaux de premier rang. Cette composante porte à la fois sur le renforcement institutionnel de ces institutions locales et sur l'apport de fonds nécessaire pour la distribution du crédit.

32. La demande potentielle de crédit au cours de la deuxième phase du projet a été estimée d'après l'expérience acquise au cours de la première phase et d'après une étude effectuée sur les moyens dont disposent les intermédiaires financiers pour répondre efficacement à la demande locale. La stratégie est la suivante: i) promouvoir la compétitivité des services financiers en associant toute une gamme d'intermédiaires financiers pour desservir les divers groupements socio-économiques de la population visée; ii) créer un mécanisme général qui sera appliqué simultanément par les diverses institutions; et iii) évaluer les forces et les faiblesses de chacune des institutions participantes et venir en aide à celles qui offrent le plus de possibilités.

33. **Caisse de crédit.** La Banque de développement agricole (BFA) restera une institution financière de second rang en ce qui concerne le fonctionnement du fonds d'affectation spéciale et, par le biais de ses succursales locales, servira également d'institution de premier rang pour les intermédiaires financiers. Les deux modalités du dispositif financier seront les suivantes: i) comme au cours de la phase I, les fonds transitent par la BFA et sont directement accordés aux bénéficiaires; et ii) une part des fonds transitent par les intermédiaires financiers locaux. Les intermédiaires financiers appliqueront les règles et règlements proposés dans le cadre de la deuxième phase, et chaque institution (y compris la BFA) participera à la détermination du taux d'intérêt appliqué à l'utilisateur final. Les fonds transitant par des intermédiaires financiers seront assortis d'un taux d'intérêt qui sera



égal au taux d'épargne moyen en vigueur. À partir de la deuxième année de cette deuxième phase, plusieurs intermédiaires financiers (de cinq à dix) devraient être en mesure de consentir des prêts. La caisse de crédit englobera le fonds renouvelable existant dans le cadre du fonds d'affectation spéciale ouvert à la BFA au cours de la phase I du projet.

34. **Développement institutionnel des intermédiaires financiers.** Cette sous-composante a pour objet d'aider les institutions locales qui travaillent avec la population visée à améliorer leur capacité de gestion financière et leur efficacité et à diversifier leurs services financiers destinés aux petits exploitants. À terme, ces institutions devraient ainsi être viables et capables de mobiliser les ressources locales. Les fonds seront essentiellement utilisés pour l'achat du matériel, pour la formation et pour l'assistance technique destinés à renforcer l'efficacité des procédures financières et administratives. En principe, les fonds destinés à cette sous-composante seront attribués aux intermédiaires financiers sur une base de cofinancement et de partage des risques.

D. Coûts et financement du projet

35. **Coûts.** Le coût total du projet, y compris les provisions pour imprévus, est de 20 millions de USD. Le montant des provisions pour imprévus est estimé à 1,2 million de USD, soit l'équivalent de 6% du total des coûts de base. Les coûts du projet sont résumés au tableau 1.

36. **Financement.** La contribution du FIDA s'élève à 13,0 millions de USD, soit l'équivalent de 65% du coût total du projet, celle du gouvernement à 5,1 millions de USD (25,7%) et celle des bénéficiaires à 1,9 million de USD (9,3%). Le plan de financement proposé est présenté au tableau 2.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

				% en devises	% des coûts de base
	Monnaie locale	Devises	Total		
A. Renforcement de la capacité locale					
1. Renforcement des organisations locales	1 739	68	1 806	4	10
2. Fonds d'investissement dans les activités sociales et productives	2 373	975	3 348	29	18
Total partiel	4 112	1 042	5 154	20	27
B. Services d'appui à la production					
1. Services techniques destinés aux agriculteurs	5 552	86	5 638	2	30
2. Appui à la commercialisation	479	15	493	3	3
3. Création de petites entreprises rurales	520	-	520	-	3
4. Gestion durable des ressources naturelles	438	22	460	5	2
Total partiel	6 989	122	7 111	2	38
C. Services financiers ruraux					
1. Développement institutionnel des intermédiaires financiers	450	50	500	10	3
2. Caisse de crédit	3 000	-	3 000	-	16
3. Administration et supervision	369	103	472	22	3
Total partiel	3 819	153	3 972	4	21
D. Gestion du projet					
1. Gestion et administration	1 276	191	1 467	13	8
2. Coordination des activités concernant la promotion de la femme	477	15	493	3	3
3. Suivi et évaluation	457	122	578	21	3
4. Conseil de coordination des divers projets	90	-	90	-	-
Total partiel	2 300	328	2 627	12	14
Total des coûts de base	17 219	1 646	18 865	9	100
Provision pour aléas d'exécution	200	35	235	15	1
Provision pour aléas financiers	870	30	900	3	5
Coût total du projet	18 289	1 711	20 000	9	106

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Tableau 2: Plan de financement
(en milliers de USD)

	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Renforcement de la capacité locale											
1. Renforcement des organisations locales	1 786	88,6	231	11,4	-	-	2 017	10,1	77	1 747	193
2. Fonds d'investissement dans les activités sociales et productives	2 518	75,0	28	0,8	811	24,2	3 357	16,8	975	2 375	6
Total partiel	4 305	80,1	259	4,8	811	15,1	5 374	26,9	1 052	4 122	200
B. Services d'appui à la production											
1. Services techniques destinés aux agriculteurs	3 995	65,3	1 206	19,7	916	15,0	6 117	30,6	96	5 973	47
2. Appui à la commercialisation	448	83,9	39	7,2	48	8,9	535	2,7	16	490	28
3. Création de petites entreprises rurales	468	82,4	17	3,0	83	14,6	569	2,8	-	552	17
4. Gestion durable des ressources naturelles	443	86,8	68	13,2	-	-	510	2,6	24	440	46
Total partiel	5 355	69,3	1 329	17,2	1 047	13,5	7 731	38,7	137	7 455	139
C. Services financiers ruraux											
1. Développement institutionnel des intermédiaires financiers	532	100,0	-	-	-	-	532	2,7	53	479	-
2. Caisse de crédit	-	-	3 000	100,0	-	-	3 000	15,0	-	3 000	-
3. Administration et supervision	438	86,8	66	13,2	-	-	504	2,5	110	348	46
Total partiel	970	24,0	3 066	76,0	-	-	4 036	20,2	163	3 827	46
D. Gestion du projet											
1. Gestion et administration	1 322	82,3	284	17,7	-	-	1 606	8,0	210	1 272	124
2. Coordination des activités concernant la promotion de la femme	434	81,7	97	18,3	-	-	531	2,7	17	474	40
3. Suivi et évaluation	523	84,5	96	15,5	-	-	620	3,1	130	437	52
4. Conseil de coordination des divers projets	91	90,0	10	10,0	-	-	102	0,5	-	91	10
Total partiel	2 371	82,9	488	17,1	-	-	2 859	14,3	358	2 274	226
DÉCAISSEMENT TOTAL	13 000	65,0	5 142	25,7	1 858	9,3	20 000	100,0	1 711	17 679	611

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

37. **Passation des marchés.** La passation des marchés de biens et de services financés par le FIDA se fera conformément aux directives du Fonds en la matière. Les marchés de biens ou de services d'une valeur égale ou supérieure à l'équivalent de 200 000 USD seront passés par voie d'appel d'offres international. Les marchés de biens ou de services d'une valeur se situant entre l'équivalent de 30 000 et de 200 000 USD seront passés par voie d'appel d'offres national. Les marchés de biens ou de services d'une valeur inférieure à 30 000 USD mais supérieure à 3 000 USD seront passés localement en mettant en lice au moins trois soumissionnaires admissibles. Les articles d'un coût inférieur à l'équivalent de 3 000 USD peuvent être directement achetés. La passation des contrats d'assistance technique se fera conformément à des procédures ayant reçu l'agrément du FIDA.

38. **Décaissements.** Les fonds du prêt seront décaissés conformément à des procédures agréées par le FIDA et définies dans l'accord de prêt. Pour assurer un financement suffisant et régulier, l'emprunteur ouvrira et administrera un compte spécial à la Banque centrale de El Salvador ou auprès de toute autre banque donnant satisfaction au FIDA. Un montant initial de 1,3 million de USD sera crédité à ce compte dès l'entrée en vigueur du prêt. Le compte spécial sera réalimenté conformément aux procédures arrêtées par le FIDA. La clôture du prêt est fixée à la date suivant de six mois la date d'achèvement du projet.

39. **Comptabilité, vérification des comptes et rapports.** Toutes les institutions bénéficiant de fonds du FIDA au titre du projet tiendront des comptes séparés. Un cabinet d'experts-comptables sera sélectionné pour effectuer la vérification des comptes et le contrôle de gestion annuels qui seront financés par le projet. Les comptes vérifiés du projet et le rapport relatif au contrôle de gestion seront présentés au FIDA et à l'institution coopérante six mois au plus à compter de la date de clôture de l'exercice financier du projet. Le projet présentera un rapport de vérification préliminaire au FIDA et à l'institution coopérante tous les six mois.

F. Organisation et gestion

40. **Participation des bénéficiaires et viabilité du projet à terme.** Des outils tels que le diagnostic participatif et l'analyse par sexe ont été utilisés pour planifier et formuler la deuxième phase du Projet de développement rural de la région centrale. La mission de formulation a organisé quatre ateliers participatifs et une série de petites réunions sur le terrain avec les bénéficiaires du projet. Au cours de l'évaluation prospective du projet, et dans le cadre de la planification participative, cinq ateliers ont été organisés pour valider et affiner, à l'échelle des communautés, les propositions techniques et organisationnelles de cette deuxième phase du projet. Le projet renforcera les organisations locales pour qu'elles puissent progressivement se charger de l'administration et de la supervision des services de vulgarisation. Les bénéficiaires participeront directement aux travaux des divers comités qui seront chargés de l'exécution du projet.

41. **Exécution du projet.** Le Ministère de l'agriculture sera chargé de l'exécution du projet. Il créera une unité de coordination du projet autonome sur les plans budgétaire, technique et financier. Le projet collaborera avec le Bureau chargé de la coordination des projets du ministère et, sur le plan horizontal, avec d'autres organismes tels que le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, le Ministère de l'éducation, le Programme d'instruction de base destiné aux adultes et l'Institut de la formation professionnelle de El Salvador. Le Ministère des finances sera chargé d'acheminer tous les fonds de contrepartie et les ressources venant de l'étranger. Localement, l'exécution du projet dépendra d'organisations locales (associations communautaires, coopératives et ONG).



42. **Gestion et coordination du projet.** Un comité de pilotage composé notamment du Vice-Ministre de l'agriculture et du Vice-Ministre des finances et/ou de leurs suppléants sera l'autorité suprême chargée du projet. Le fonctionnement de ce comité, dont les activités seront essentiellement de définir les orientations générales, les stratégies et les priorités, relèvera du Bureau chargé de la coordination des projets du Ministère de l'agriculture; ce comité approuvera également les règlements et les procédures opérationnelles ainsi que les plans de travail annuels. Il sera chargé des décaissements, de la vérification des états financiers, de la nomination des cadres du projet par voie d'appel d'offres et de la coordination avec les diverses administrations de l'État et organisations du secteur privé.

43. **Unité de gestion et de coordination du projet (UCP).** Cette unité se composera d'un directeur exécutif et des responsables de la coordination des questions concernant la problématique hommes-femmes, du suivi et de l'évaluation, ainsi que de la vérification des comptes. L'UCP aura deux principaux domaines: problèmes techniques et administration. La division technique se divisera quant à elle en trois départements: appui à la production, renforcement des organisations locales et services financiers en milieu rural, qui viendront s'ajouter à l'unité chargée des ressources naturelles et au FISP.

44. **Exécution des composantes du projet.** L'exécution du projet passera progressivement de la méthode utilisée au cours de la première phase (qui s'en remet essentiellement aux organes de l'État pour ce qui est de l'exécution) à une méthode plus participative et plus viable à terme qui est celle de la deuxième phase du projet. Il faudra dans un premier temps renforcer les organisations des bénéficiaires dans les communautés les plus démunies par des activités de sensibilisation, de motivation et de formation. Pour exécuter les composantes et mettre en oeuvre la stratégie qui consiste à transférer les responsabilités aux organisations de producteurs, l'UCP collaborera avec ces dernières afin de: i) recenser et sélectionner les services de formation et d'assistance technique; ii) superviser les contrats passés entre les organisations paysannes et les fournisseurs de services; et iii) assurer le contrôle de la qualité de l'assistance technique.

45. Le Fonds d'investissement dans les activités sociales et productives assurera le cofinancement, sur une base de non-remboursement, des propositions présentées à l'UCP par les organisations de bénéficiaires. La cellule chargée de ce fonds aura pour responsabilité principale de promouvoir les activités à l'échelon communautaire, d'assurer que des méthodes participatives sont bien utilisées, d'encourager les participants à présenter des propositions, de veiller à ce que ces dernières contiennent les renseignements nécessaires et respectent les prescriptions établies, de participer aux travaux du comité qui étudiera ces propositions et d'établir les comptes rendus nécessaires.

46. **Coordination des activités concernant la promotion de la femme.** Toutes les activités et composantes du projet mettront fortement l'accent sur l'égalité des sexes, assurant ainsi une participation équitable des hommes et des femmes aux activités du projet pour qu'ils en tirent les uns et les autres des avantages. Étant donné qu'en dernier ressort l'objectif est de réduire les inégalités entre les sexes dans la zone du projet, il faudra dans le cadre de chaque composante définir et mettre en oeuvre des stratégies qui tiendront compte de la problématique hommes-femmes pour toutes les activités. Le bureau chargé de la promotion de l'équité entre les sexes aura un rôle consultatif au sein de l'UCP mais assurera également la coordination pour les problèmes techniques de manière à s'assurer que toutes les activités directement mises en oeuvre ou sous-traitées par le projet tiennent tout particulièrement compte des inégalités entre les sexes. Ce bureau assurera également la coordination avec les opérations de terrain en vue de s'assurer que les équipes techniques multidisciplinaires aideront les bénéficiaires en recourant à une méthodologie intégrée et participative, et auront accès aux outils nécessaires pour promouvoir une participation équitable tant des hommes que des femmes. Chaque année, une étude sera réalisée pour mesurer l'impact du projet au moyen d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs de la progression des inégalités entre les sexes, de la



répartition des rôles et des comportements des bénéficiaires, des organisations et du personnel du projet.

47. **Suivi et évaluation.** Le système de suivi et d'évaluation relèvera de l'UCP. Une méthodologie d'évaluation participative devrait être adoptée pour cette deuxième phase du Projet de développement rural de la région centrale, c'est-à-dire que l'UCP, les organisations de producteurs et les autres organisations participantes assureront elles-mêmes l'évaluation de l'avancement des travaux, des problèmes, de l'impact et des résultats ventilés par sexe. Le bureau du suivi et de l'évaluation fournira à l'UCP et aux organisations et institutions participantes les renseignements pertinents nécessaires pour faciliter l'exécution du projet, recenser les problèmes rencontrés ou potentiels, et donner des renseignements en retour sur les mesures correctives prises et leur suivi.

48. Dans le cadre du suivi, il faudra notamment vérifier si les ressources matérielles et financières prévues sont distribuées comme il se doit et si les bénéficiaires, hommes et femmes, les reçoivent bien. Les accords conclus avec les organisations et institutions locales pour ce qui est du suivi et de l'évaluation revêtiront une importance particulière. Compte tenu de la décentralisation des activités du projet et de la participation des bénéficiaires, un système de suivi et d'évaluation de nature plus participative sera mis au point pour cette deuxième phase du projet, lequel servira également d'outil de gestion. Les membres des organisations de producteurs recevront une formation en matière de suivi, qui leur apprendra à définir leurs propres indicateurs ainsi qu'à utiliser et à comprendre l'importance d'un système de suivi. Dans la mesure du possible, les indicateurs seront ventilés par sexe. L'unité de suivi et d'évaluation devra également commander des études et recherches approfondies lui permettant d'évaluer certaines questions spécifiques présentant un intérêt particulier pour la suite du projet, par exemple l'impact sur l'environnement, la situation et la place de la femme, etc.

49. **Conseil de coordination des divers projets.** Dans le cadre du projet, un conseil permanent de coordination des divers projets sera créé pour promouvoir la collaboration et l'échange d'expériences avec d'autres projets du FIDA. L'objectif principal est de définir une relation formelle et une plate-forme commune pour le développement rural et d'optimiser les enseignements positifs tirés des divers projets du FIDA en cours. Le conseil sera ouvert aux représentants des autres projets.

G. Justification économique

50. **Production et commercialisation.** La proposition relative à la production agricole a été conçue en fonction des systèmes culturaux les plus fréquents dans la zone et se fonde sur les données fournies dans le cadre de la première phase du projet. Six exploitations modèles ont été recensées, représentant les diverses zones agro-écologiques du projet: culture de la canne à sucre, culture du café, élevage, culture des céréales de première nécessité en zone montagneuse, culture des céréales de première nécessité en plaine et cultures irriguées à Lempa-Acahuapa. Au total, le projet aura 6 600 bénéficiaires, dont 31% de femmes.

51. L'accroissement des revenus résultera de l'augmentation des rendements des cultures existantes (par exemple par une meilleure sélection des semences et par une gestion améliorée des sols et des ressources naturelles), de l'augmentation de la superficie plantée de caféiers, de l'amélioration des techniques, de la diversification de l'horticulture en zone irriguée et de l'amélioration de l'élevage des bovins et des porcins. Les autres demandes présentées par les bénéficiaires seront également intégrées aux activités du projet après avoir été étudiées d'un point de vue commercial. La sécurité alimentaire des ménages sera prise en compte dans le cadre de projets de petite envergure. Dans ce domaine, il sera nécessaire de diversifier la production et de réduire dans une mesure modérée les superficies servant à la production de céréales de première nécessité. Il est proposé de poursuivre les activités lancées dans la première phase du projet en ce qui concerne



l'élevage de petits animaux. Dans le cadre de la diversification de la production, on s'orientera vers des produits non traditionnels dont le potentiel commercial est important. Toutefois, les produits traditionnels pour lesquels existent à la fois des débouchés et une demande soutenue, par exemple le café, la canne à sucre et le lait, seront également pris en compte. L'utilisation d'engrais organiques et d'herbicides naturels produits dans les exploitations sera encouragée, l'objectif étant de réduire les coûts et de contribuer à la conservation de l'environnement.

52. **Avantages et bénéficiaires.** 13 500 familles tireront directement parti du projet, à savoir 7 500 familles recevront un appui technique et des prêts, 4 600 bénéficieront des activités du FISP et 1 400 jeunes producteurs aux idées novatrices, hommes et femmes, recevront une formation spécifique. Environ 5 100 des 6 000 familles qui recevront des prêts participeront aux activités agricoles, et 900 aux activités destinées aux micro-entreprises. Les femmes représentent environ 30% des bénéficiaires, soit parce qu'elles sont chefs de famille ou qu'elles sont agricultrices ou chefs d'entreprise.

53. Les superficies plantées de riz, de café, de canne à sucre, d'orangers, de citronniers et de légumes seront développées. La productivité devrait passer à 3,4 fois son niveau actuel, soit une augmentation globale de la valeur de la production équivalant à 13,8 millions de USD au moment de la clôture du projet. Le revenu familial annuel provenant des activités agricoles devrait passer de 740 USD au cours des premières années de l'exécution du projet à 1 692 USD au total lorsque le projet aura atteint sa vitesse de croisière. Sur le plan de l'emploi, le projet devrait être à l'origine de 290 000 journées de travail supplémentaires.

54. **Analyse économique et faisabilité.** L'analyse économique du projet donne un taux de rendement interne de 18,5% pour un coût d'opportunité du capital de 8%, une valeur actualisée nette de 13 427 000 USD et un ratio coûts/avantages de 1,19. L'analyse de sensibilité montre qu'une baisse de 10% des avantages ramènerait le taux de rendement interne à 12,2% et la valeur actuelle nette à 5 140 000 USD. Si les avantages diminuaient de 20%, le taux de rendement interne tomberait à 5,2%, soit un taux légèrement inférieur au coût d'opportunité du capital. Le ratio coûts/avantages tomberait à 1,07 et 0,95, dans l'un et l'autre cas. L'impact d'une augmentation des coûts serait moins important; en effet, si les coûts augmentaient de 10%, le taux de rendement interne passerait à 12,8% et, s'ils augmentaient de 20%, à 7,7%, soit un taux légèrement inférieur au coût d'opportunité du capital. La variable dont la sensibilité est la plus faible est le taux d'incorporation des bénéficiaires. Même si le délai est de trois ans, le taux de rendement interne est supérieur au coût d'opportunité du capital et le ratio coûts/avantages est de 1,07. Une augmentation des salaires de 25% ferait tomber le taux de rendement interne à 16,1% et le ratio coûts/avantages à 1,14.

H. Risques

55. Les risques que comporte l'exécution du projet sont jugés modérés, compte tenu des enseignements tirés des projets antérieurs du FIDA dans le pays, notamment de la première phase de ce projet. Toutefois, il faudra tenir compte de certains risques au cours de l'exécution. Par exemple, les élections prévues pour le début de 1999 pourraient entraîner une modification des politiques et des priorités institutionnelles et nationales ainsi que du cadre institutionnel actuel, y compris des modifications de la réglementation concernant le financement et le crédit. Ce risque est néanmoins modéré, puisqu'aucune évolution majeure des programmes de développement rural et de lutte contre la pauvreté n'est prévue.

56. La lenteur de la fourniture de l'assistance technique est un autre risque potentiel, qui peut néanmoins être réduit au minimum en mettant en place un programme de formation structuré et en assurant le transfert progressif des services aux bénéficiaires. De même, si le renforcement de la capacité des organisations paysannes ou des intermédiaires financiers se faisait trop lentement, ces organismes pourraient ne pas devenir viables par eux-mêmes. En conséquence, la composante services financiers redoublera d'effort pour renforcer les institutions financières, fournir un capital initial, assurer le transfert des techniques et aider à développer leur champ d'action. Les fluctuations des prix sur les marchés d'Amérique centrale représentent également un risque pour ce qui est de l'exécution du projet, tout comme les mauvaises conditions climatiques dues aux effets résiduels du phénomène *El Niño* et du cyclone Mitch. Pour réduire le plus possible le premier de ces risques, le projet fournira un appui soutenu en matière de commercialisation en améliorant les systèmes d'information et l'efficacité des transactions commerciales. Les techniques de gestion des sols et des ressources naturelles proposées dans le cadre du projet réduiront le risque potentiel dû aux conditions climatiques. Enfin, les difficultés pouvant découler de la diversification seront réduites au minimum en mettant en place un système de formation et des services très spécialisés d'appui à la production.

I. Impact sur l'environnement

57. À l'heure actuelle, dans la zone du projet, le manteau forestier a presque disparu et les problèmes dus à l'érosion sont graves en raison des pratiques culturales qui ne recourent à aucune mesure de conservation des sols. La conception de la deuxième phase du projet tient compte de ce problème dans sa sous-composante gestion durable des ressources naturelles. Cette deuxième phase adopte une approche globale de la gestion de l'exploitation, en fournissant des services qui associent l'assistance financière et les programmes de vulgarisation agricole à l'aide en matière de conservation des sols. Outre la mise en oeuvre d'activités au niveau de l'exploitation, cette deuxième phase favorisera les campagnes de sensibilisation des bénéficiaires et des municipalités et aidera les écoles à intégrer des questions touchant à l'environnement dans le cycle primaire. Par ailleurs, les résultats positifs seront validés afin de pouvoir être transmis à d'autres agriculteurs. Ces activités auront un impact positif sur la gestion des ressources naturelles et sur la viabilité des activités et des pratiques encouragées.

J. Aspects novateurs

58. Cette deuxième phase du projet repose sur un processus participatif qui permettra progressivement de transférer la responsabilité de l'exécution et de l'évaluation du projet aux bénéficiaires. Ces derniers ont déjà participé à la conception globale du projet au cours d'ateliers organisés durant les phases de formulation et d'évaluation prospective. Le projet établira des relations de coordination novatrices entre les projets PROCHALATE (dans la région nord), PRODERNOR (nord-est) et la phase II du projet PRODAP (région centrale) afin de mettre en oeuvre un développement intégré et coordonné dans l'une des régions les plus pauvres d'El Salvador. L'un des aspects novateurs de cette deuxième phase du projet en El Salvador est que les activités du projet seront mises en oeuvre en réponse à une demande, et que le recrutement, l'administration et la supervision de l'assistance technique seront décentralisés - en mettant en place un système de partage des coûts - en vue de renforcer les organisations locales. S'agissant de l'octroi du crédit, on prévoit une période de transition entre le système centralisé de la BFA mis en place dans le cadre de la première phase du projet et un système passant par des intermédiaires financiers locaux. Des ressources importantes ont été attribuées à l'intensification des activités visant à promouvoir l'équité entre les sexes à tous les niveaux de la structure du projet.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

59. Un accord de prêt entre la République d'El Salvador et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

60. La République d'El Salvador est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

61. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

62. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République d'El Salvador un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions cinq cent cinquante mille de droits de tirage spéciaux (9 550 000 DTS) venant à échéance le 15 mai 2019 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 19 mars 1999)

1. Pendant la période d'exécution du projet, le Gouvernement d'El Salvador (ci-après dénommé "le Gouvernement") mettra à la disposition du Ministère de l'agriculture (ci-après dénommé "le Ministère") les fonds de contrepartie prélevés sur ses propres ressources, conformément aux procédures normales du pays applicables à la coopération au développement. À cette fin, le Gouvernement déposera sur le compte du projet - dès que possible, mais en tout état de cause dans les 60 jours qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'accord de prêt - les fonds de contrepartie tels qu'indiqués dans le plan de travail et budget approuvé, en versant un montant initial en colons équivalant à 50 000 USD pour couvrir les coûts des trois premiers mois de la mise en oeuvre du projet, puis il réapprovisionnera à l'avance tous les trois mois ledit compte sur lequel il transférera les fonds de contrepartie prévus dans le plan de travail et budget de l'année concernée.
2. Le Gouvernement virera les fonds disponibles ainsi que les autres ressources prévues dans le plan de travail et budget annuel à la Banque de développement agricole (BFA) conformément à l'accord de fiducie mentionné au paragraphe 4 ci-après pour mettre en oeuvre la sous-composante crédit.
3. L'Unité de coordination du projet (UCP) préparera un règlement concernant le fonctionnement du Fonds d'investissement dans les activités sociales productives (FISP) dès que possible, mais en tout état de cause dans les 60 jours au plus tard qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'accord de prêt. Ce règlement précisera les critères d'éligibilité et de sélection des propositions relevant du FISP et des bénéficiaires finals; le montant maximum du financement du FISP; les procédures d'identification, de sélection, d'examen, d'approbation, d'exécution, de suivi et d'évaluation des microprojets; et toute autre disposition qui pourra être convenue par le FIDA et le Gouvernement. L'UCP observera ce règlement, comme convenu avec le FIDA, dans toutes les opérations de financement en faveur des bénéficiaires du projet.
4. Dès que possible, mais en tout état de cause avant la date de clôture de PRODAP-I, l'accord de fiducie avec la BFA sera amendé de manière à: en confirmer l'application au projet; en prolonger la validité pour couvrir la période d'exécution du projet; permettre l'introduction d'arrangements d'intermédiation; assurer la prise en compte des coûts administratifs de la BFA à hauteur acceptable pour les arrangements d'intermédiation; et apporter toute autre modification qui pourra être convenue par le FIDA et le Gouvernement. Une version provisoire de l'amendement sera soumise au FIDA pour observations et avis favorable avant la signature.
5. L'UCP préparera des directives opérationnelles pour la composante services financiers dès que possible, mais en tout état de cause dans les six mois au plus tard qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'accord de prêt. Ces directives comporteront: une définition de toutes les utilisations autorisées des ressources au titre de cette composante; les plafonds des prêts et des prêts secondaires ainsi que du financement destiné au renforcement des institutions; les critères d'éligibilité pour les intermédiaires financiers et les bénéficiaires; les procédures applicables à l'approbation des intermédiaires financiers et à l'accès aux prêts et services techniques; les conditions d'octroi des prêts et prêts subsidiaires, y compris les taux d'intérêt et toute autre disposition que le FIDA et le



ANNEXE

Gouvernement pourraient décider. L'UCP appliquera ces directives et veillera à ce qu'elles soient observées par d'autres, comme convenu avec le FIDA, pour tous les prêts et prêts secondaires accordés dans le cadre du projet.

6. La BFA ouvrira et maintiendra un fonds renouvelable sur lequel toutes les recettes nettes provenant des crédits accordés aux bénéficiaires du projet et financés (directement ou indirectement) sur les fonds du prêt seront déposées. La BFA utilisera le fonds renouvelable pour financer de nouveaux crédits destinés aux bénéficiaires du projet en conformité avec l'accord de prêt, au moins jusqu'à la date spécifiée dans l'accord de fiducie mentionné au paragraphe 4 ci-dessus ou, si aucune date n'est précisée jusqu'à ce que tous les versements au titre du service du prêt aient été intégralement réglés. Aux fins du présent paragraphe, on entend par "recettes nettes" tous les versements au titre du remboursement du principal et du règlement des intérêts, après déduction de coûts raisonnables d'administration et autres frais.

7. Les unités qui exécutent le projet utiliseront des méthodes appropriées de lutte contre les ravageurs pour les activités du projet. À cette fin, le Gouvernement s'assurera qu'aucun des pesticides achetés dans le cadre du projet ne soit proscrit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, tel qu'amendé périodiquement, ou ne figure au tableau 1 (extrêmement dangereux) ou tableau 2 (très dangereux) de la classification 1996-1997 des pesticides par risque recommandée par l'Organisation mondiale de la santé, telle qu'amendée périodiquement.

8. Le Gouvernement assurera le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident conformément à la législation nationale.

9. Le Gouvernement s'assurera que le projet contribue à réduire progressivement les inégalités entre hommes et femmes dans la zone d'intervention. À cette fin, il veillera notamment à ce que les stratégies et mesures suivantes soient appliquées:

- a) chacune des composantes du projet prendra en compte la problématique hommes-femmes et disposera des ressources humaines et financières nécessaires pour réduire les disparités entre les sexes;
- b) la composante formation comportera un programme de sensibilisation à la problématique hommes-femmes conduit au niveau de l'UCP à l'intention de l'ensemble du personnel du projet, des équipes techniques multidisciplinaires, des organisations de base, des intermédiaires financiers, des prestataires de services et des producteurs;
- c) les accords avec les intermédiaires financiers intégreront le principe de l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux ressources;
- d) l'UCP organisera pendant la première année d'exécution du projet un atelier pour définir les indicateurs destinés à mesurer pour chaque composante les progrès réalisés en matière d'équité entre les sexes;
- e) le Ministère de l'éducation, par le biais de son programme d'instruction de base destinée aux adultes (PAEBA), mènera une campagne d'alphabétisation auprès du groupe cible pendant l'exécution du projet;
- f) l'équité entre les sexes sera intégrée dans les programmes d'enseignement primaire de toute la zone du projet.



10. Le FIDA, en coordination avec le Ministère de l'agriculture, procédera à une évaluation de l'exécution du projet pendant la troisième année ou plus tard, conformément au mandat établi par le FIDA en concertation avec le Ministère. L'évaluation portera entre autres sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du projet ainsi que sur les contraintes et problèmes rencontrés, et débouchera sur des recommandations relatives aux ajustements à éventuellement apporter à l'orientation du projet afin d'atteindre lesdits objectifs et éliminer les contraintes et problèmes recensés. Le Gouvernement s'assurera que toute recommandation de ce type soit mise en oeuvre dans un délai raisonnable, à la satisfaction du FIDA.

11. Avant la fin du premier trimestre de la troisième année d'exécution du projet, l'UCP conduira une évaluation de l'état d'avancement de la composante services financiers. Par la suite, le comité de pilotage du projet - sur proposition de l'UCP - pourra décider de créer un nouveau fonds et de réaffecter les ressources allouées au renforcement institutionnel des intermédiaires financiers, auquel cas l'accord de prêt serait amendé par consentement mutuel du Gouvernement et du FIDA.

12. Le Gouvernement mettra à la disposition du projet tous les équipements et autres biens utilisés dans le cadre de PRODAP-I.

13. La prise d'effet de l'accord de prêt est subordonnée aux conditions suivantes:

- a) le Ministère de l'agriculture a sélectionné le directeur du projet à la satisfaction du FIDA;
- b) l'accord de prêt a été dûment signé, et sa signature et son application par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées conformément aux procédures administratives applicables;
- c) un avis juridique favorable, émanant d'un conseiller juridique approuvé par le FIDA, dont le fond et la forme ont été jugés acceptables pour le FIDA, a été remis par le Gouvernement au Fonds.

COUNTRY DATA EL SALVADOR

Land area (km² thousand) 1995 1/	21	GNP per capita (USD) 1996 2/	1 700
Total population (million) 1996 1/	6	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-96 2/	3.5
Population density (people per km²) 1996 1/	280	Average annual rate of inflation, 1990-96 2/	10.8
Local currency	El Salvador Colon (SVC)	Exchange rate: USD 1 =	SVC 8.8
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-96 1/	1.5	GDP (USD million) 1996 1/	10 469
Crude birth rate (per thousand people) 1996 1/	31	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	0.2
Crude death rate (per thousand people) 1996 1/	6	1990-96	5.8
Infant mortality rate (per thousand live births) 1996 1/	34	Sectoral distribution of GDP, 1996 1/	
Life expectancy at birth (years) 1996 1/	69	% agriculture	13.1
Number of rural poor (million) 1/	2	% industry	26.8
Poor as % of total rural population 1/	55.7	% manufacturing	20.9
Total labour force (million) 1996 1/	2	% services	60.1
Female labour force as % of total, 1996 1/	34.6	Consumption, 1996 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	9.3
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1995 1/	88.0	Private consumption (as % of GDP)	87.5
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	71.5	Gross domestic savings (as % of GDP)	3.3
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	2 571	Merchandise exports, 1996 1/	1 023
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	81	Merchandise imports, 1996 1/	2 670
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1990-96 1/	11.2	Balance of merchandise trade	-1 646
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-95 1/	5.0	before official transfers, 1996 1/	-1 711
Physicians (per thousand people) 1994 1/	0.7	after official transfers, 1996 1/	- 322
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	31	Foreign direct investment, 1996 1/	25
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	60	Government Finance	
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	19	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1995 1/	-0.1
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 1995 1/	13.7
Food imports as percentage of total merchandise imports 1996 1/	17.0	Total external debt (USD million) 1996 1/	2 894
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1994-96 1/	1 386	Present value of debt (as % of GNP) 1996 1/	25.7
Food production index (1989-91=100) 1994-96 1/	107	Total debt service (% of exports of goods and services) 1996 1/	9.5
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1996 1/	18.6
Agricultural land as % of total land area, 1994 4/	64.9	Nominal deposit rate of banks, 1996 1/	14.0
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	1		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	5.1		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	15.8		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1998

2/ World Bank, *Atlas*, 1998

3/ United Nations Development Programme, *Human Development Report*, 1998

4/ World Bank, *The World Development Indicators CD-ROM*, 1998



PREVIOUS IFAD LOANS TO EL SALVADOR

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Agricultural Credit Project for Phase III of a Programme	IDB*	IDB	I	12 Dec 84	26 Sep 85	30 Jun 90	L - I - 163 - ES	SDR	5 050 000	100
Smallholders' Agricultural Development Project in the Paracentral Region	IFAD	BCIE**	I	02 Oct 90	30 Nov 92	31 Mar 99	L - I - 267 - ES	SDR	6 500 000	73.8
Rehabilitation and Development Project for War-torn Areas in the Department of Chalatenango	IFAD	UNOPS***	I	03 Dec 92	08 Mar 94	30 Jun 00	L - I - 322 - ES	SDR	9 250 000	60.1
Rural Development Project for the North-Eastern Region	IFAD	UNOPS	I	04 Dec 97	23 Feb 99 (provisional)	30 Jun 05	L - I - 465 - SV	SDR	13 050 000	

* Inter-American Development Bank

** Central American Bank for Economic Integration

*** United Nations Office for Project Services

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Performance Indicators	Verification and Source	Important Assumptions
Goal:			
To contribute to the alleviation of rural poverty by improving income levels and the standard of living of the rural poor (male and female) and local capacity-building.	1. The percentage of the target population living below the rural poverty threshold will have decreased from 75% (1997) to 50% at project closing.	Updated rural development survey at project start and project closing.	Unchanged global and national sectoral policies.
	2. About 7 500 agricultural families (35% female producers) will have raised their income level above the poverty line and will have access to credit, technical assistance and an integral training programme at project closing.	Monitoring and evaluation, household income study of all beneficiaries. Participatory evaluations with beneficiaries and annual gender impact study.	
	3. About 4 600 rural families will have benefited directly through the installation of social and productive infrastructure; of this group, 900 women will have reduced the time spent on household chores by 10% at project closing.	Participatory evaluations with beneficiaries. Annual gender impact study.	
	4. About 900 rural residents (40% women) will have started up or expanded a microenterprise and will have raised their income levels above the poverty line at project closing.	Family income study of all beneficiaries and microenterprises survey. Evaluation of job demand and opportunities.	
Purpose:			
1. Increase family income by improving agricultural productivity levels and diversifying income opportunities in agricultural and non-agricultural activities, small-scale enterprises and marketing.	1.1 15% increase in basic grain productivity. Production diversified on 10% of cultivated land.	Farm-specific study, survey and evaluation. Project progress reports. Project mid-term evaluation.	Farmers (male and female) will use credit. National policies on credit will remain constant.
	1.2 1 000 new jobs created; 600 microenterprises expanded and 400 created (40% for women).	Progress reports. Annual gender impact study.	
2. Strengthen local farmer organizations and institutions in order to facilitate their participation in the identification, design, implementation and evaluation of PRODAP-II activities.	2.1. About 15 organizations will have been strengthened and equipped to establish participatory development plans and take over responsibility to request and supervise technical services at project closing.	Project mid-term evaluation. Self-evaluations by farmer organizations.	Beneficiaries will maintain interest in strengthening their own organizations.





Narrative Summary	Performance Indicators ²	Verification and Source	Important Assumptions
	<p>2.2. Approximately 45 local organizations will have prepared local development plans on a yearly basis and through a participatory process, and will be able to negotiate and administer funds at project closing.</p> <p>2.3. About 120 innovative producers (30% female) will have been trained and be able to provide technical assistance to beneficiaries after project closing.</p> <p>2.4 600 small community projects will have been carried out, including social and productive investments.</p> <p>2.5 100 local male and female leaders will have been trained.</p>	<p>Progress reports. Self-evaluations by farmer organizations.</p> <p>Project progress reports and evaluation. Field visits and discussions with other beneficiaries. Annual gender impact study. Reports and evaluation of beneficiary groups involved in management of local investments. Progress reports.</p>	
<p>3. Implement an efficient and sustainable credit system based on the gradual transfer of responsibilities and funds to local intermediary financial institutions.</p>	<p>3.1 At least 3 financial intermediaries will be providing financial resources to project beneficiaries (30% female).</p>	<p>Project progress reports. Evaluation of intermediary financial institutions. Records and portfolio evaluation of the first-tier financial entities.</p>	
<p>4. Build a sustainable technical-assistance and extension service through the gradual transfer of supervision and administration to local farmer organizations.</p>	<p>4.1 Technical-assistance services will have been transferred to at least 15 organizations at project closing.</p>	<p>Survey on performance of producer organizations at project closing. Participatory evaluations with beneficiaries.</p>	
<p>5. Mainstream and strengthen the gender perspective throughout project activities, ensuring equal participation of men and women in activities and benefits and reducing gender inequities in the project area.</p>	<p>5.1 At least 30% of female producers will be participating in local organizations and benefiting from project activities related to integral production services (credit and technical assistance).</p> <p>5.2 Gender issues will have been mainstreamed in all project components and gender-sensitive indicators identified.</p> <p>5.3 Mechanisms will have been designed to facilitate women's participation in project activities and access to project resources.</p> <p>5.4 60% of social investment and productive activities will benefit women.</p>	<p>Gender-sensitive evaluation of income levels and access to services. Annual gender impact study. Participatory evaluations with beneficiaries. M&E system. Mid-term evaluation. Progress reports.</p> <p>Gender strategies developed by each component. Annual gender impact study.</p> <p>Project reports and M&E reports. Annual gender impact study.</p>	<p>National policies will continue to focus on gender rather than on women in development.</p> <p>Project director and personnel are sensitive to gender issues.</p>

² Since the project is based on beneficiary demand, the performance indicators will be revised each year after the participatory planning process.



Narrative Summary	Performance Indicators	Verification and Source	Important Assumptions
<p>6. Improve environmental conditions, ensuring sustainable management of soil, water and forest resources.</p>	<p>6.1 On-farm environmental conservation, tree-planting in agroforestry systems and/or soil-fertility recovery practices will have been carried out in 6 000 farms located on slopes.</p> <p>6.2 A minimum of 3 agreements will have been entered into with municipalities for collaboration in watershed management.</p> <p>6.3 400 teachers and 2 000 beneficiaries, mainly youth, will have been trained and educated in environmental and conservation practices.</p> <p>6.4 A minimum of 10 innovative producers will be planting trees and will be able to continue activities after project closing.</p>	<p>Farm survey and project progress reports. Study on practice-adoption levels. Participatory evaluation with beneficiaries.</p> <p>Progress and M&E reports.</p> <p>Progress and M&E reports. Participatory evaluation with beneficiaries.</p> <p>Progress reports. Self-evaluation by beneficiaries. Study on practice-adoption levels.</p>	
<p>7. Establish coordination and formal links among IFAD's projects.</p>	<p>7.1 Staff from all ongoing projects will have jointly participated in specific training events.</p> <p>7.2 Shared issues are being jointly addressed.</p>	<p>Minutes of meetings. Progress reports.</p>	
<p>Outputs:</p>			
<p>1.1 Technical assistance has been provided for increased agricultural productivity, crop diversification and market opportunities.</p> <p>1.2 Existing and new microenterprises have received financial and technical services. New job opportunities were identified.</p> <p>1.3 Specific vocational-training programmes were implemented.</p> <p>1.4 Market access has been facilitated by means of information and improvement of infrastructure and facilities.</p>	<p>1.1.1 6 600 farmers (30% women) will have been organized and will have received technical assistance for sustainable and diversified agricultural production.</p> <p>1.1.2 80 technicians will have been contracted directly through farmer organizations.</p> <p>1.2.1 About 900 microentrepreneurs (40% women) will have been trained in business management, and 500 microenterprises will have received technical assistance.</p> <p>1.3.1 640 youth, men and women will have received training in specific jobs and support for entering the job market.</p> <p>1.3.2 Agreements will have been signed with institutions that provide training.</p> <p>1.4.1 200 marketing groups will have received training and technical assistance and support for commercial activities.</p> <p>1.4.2 10 local marketing-infrastructure facilities will have been cofinanced.</p>	<p>Reports and evaluations at the beneficiary level. Supervision reports and contract monitoring.</p> <p>Specific annual survey on microenterprise. Progress report on microenterprises</p> <p>Training reports and implementation of vocational-training agreements.</p> <p>Project reports Study on market performance.</p>	<p>Soil fertility can be sustained and farmers will adopt technical recommendations for diversification.</p> <p>Technical know-how will be available to raise productivity and diversify production.</p>



APPENDIX III

Narrative Summary	Performance Indicators	Verification and Source	Important Assumptions
<p>2.1 Farmer organizations have been strengthened through legal, training and financial support.</p> <p>2.2 Agricultural and microenterprise projects have been cofinanced.</p>	<p>2.1.1 Training and assistance will have been provided according to development plans and project profiles.</p> <p>2.1.2 Each organization will have a development plan with an integrated approach.</p> <p>2.2.1 At least 20 municipalities and 10 local institutions will have signed agreements to cooperate with the project.</p> <p>2.2.2 200 contracts/agreements will have been implemented among beneficiaries, the project and companies for the design and implementation of social infrastructure works.</p>	<p>Project progress reports. Participatory evaluations.</p> <p>Reports from participating municipalities and institutions. Performance evaluations and project reports.</p>	<p>Municipalities will maintain their interest and priority for cofinancing local investments.</p>
<p>3.1 Local credit system based on a second-tier institution and on local first-tier financial intermediaries has been established.</p> <p>3.2 Financial intermediaries' actions are in accordance with project strategy, in particular its gender and environmental strategies.</p> <p>4.1 Local capacity for sustainable delivery of technical support has been strengthened.</p>	<p>3.1.1 Two local institutions will have been converted into formal financial institutions and will be offering financial services to local beneficiaries.</p> <p>3.1.2 Eight first-tier intermediaries will be participating in credit operations.</p> <p>3.1.3 At least 12 000 short-term loans and 4 000 long term loans, for a total of 8 000 beneficiaries, will have been financed.</p> <p>3.1.4 USD 3 million net will have been disbursed over 6 years, with repayment levels above 80%.</p> <p>3.2.1 At least one introductory seminar for financial intermediaries will have been held during the first three years of project implementation.</p> <p>3.2.2 Training programme for financial intermediaries will have been implemented.</p> <p>4.1.1 45 farmers groups will have been trained in the administration, monitoring and evaluation, and delivery of technical services, 15 of which are to have reached a level of self-sustainability.</p> <p>4.1.2 An integral curriculum for innovative producers will have been developed and implemented.</p>	<p>Credit-operation performance and credit administration. Credit evaluation study. Project progress reports. Mid-term evaluation.</p> <p>Evaluation and training reports. Registers of operations and credit performance.</p> <p>Project progress reports. Mid-term evaluation.</p>	
<p>4.2 Local organizations are able to contract</p>	<p>4.2.1 60 person-months of consulting services will have</p>	<p>Progress reports of project and coexecuting organizations.</p>	

7





Narrative Summary	Performance Indicators	Verification and Source	Important Assumptions
technical, managerial and marketing assistance on a cost-sharing basis.	<p>been contracted for technical assistance in marketing.</p> <p>4.2.2 150 community infrastructure projects will have been carried out by local organizations.</p> <p>4.2.3 By the third year of project implementation, at least 90% of the project profiles included in the annual plan of work will be formulated through participatory methods.</p>	Beneficiary evaluation of contracts.	
<p>5.1 Technical staff and beneficiaries have been trained in gender issues.</p>	<p>5.1.1 120 training courses and workshops, involving 7 500 beneficiaries and 200 technicians, will have been carried out.</p> <p>5.1.2 Two major training courses will have been organized for training project staff in gender issues and the use of participatory methodologies.</p> <p>5.1.3 9% of the Social and Productive Investment Fund will have been used to reduce the time spent on household activities.</p> <p>5.1.4 At least 600 beneficiaries will have improved their reading and writing skills.</p> <p>5.1.5 Teachers from at least 120 schools will have followed up on gender issues in classes.</p>	<p>Evaluation and training reports.</p> <p>Progress reports.</p>	
<p>6.1 Technical assistance, training and education in environmental issues has been provided.</p>	<p>6.1.1 120 training courses, involving 4 500 beneficiaries and 200 technicians, will have been carried out.</p> <p>6.1.2 Teachers from at least 120 schools will have followed up on environmental issues in classes.</p>	Reports and course evaluations.	
<p>6.2 Small-scale environmental initiatives have been cofinanced and natural-resources management has been promoted.</p>	<p>6.2.1 On-farm environmental conservation works will have been adopted on 3 000 farms. Agroforestry practices will have been implemented on 1 500 ha.</p> <p>6.1.2 Innovative producers will have produced and sold a minimum of 15 000 trees a year.</p> <p>6.1.3 13% of the Social and Productive Investment Fund will have been used for environmental activities.</p>	Progress reports and on-farm evaluation study.	
<p>7.1 A permanent Inter-project Coordination Council is operative.</p>	<p>7.1.1 Monthly coordination activities will have been carried out.</p>		

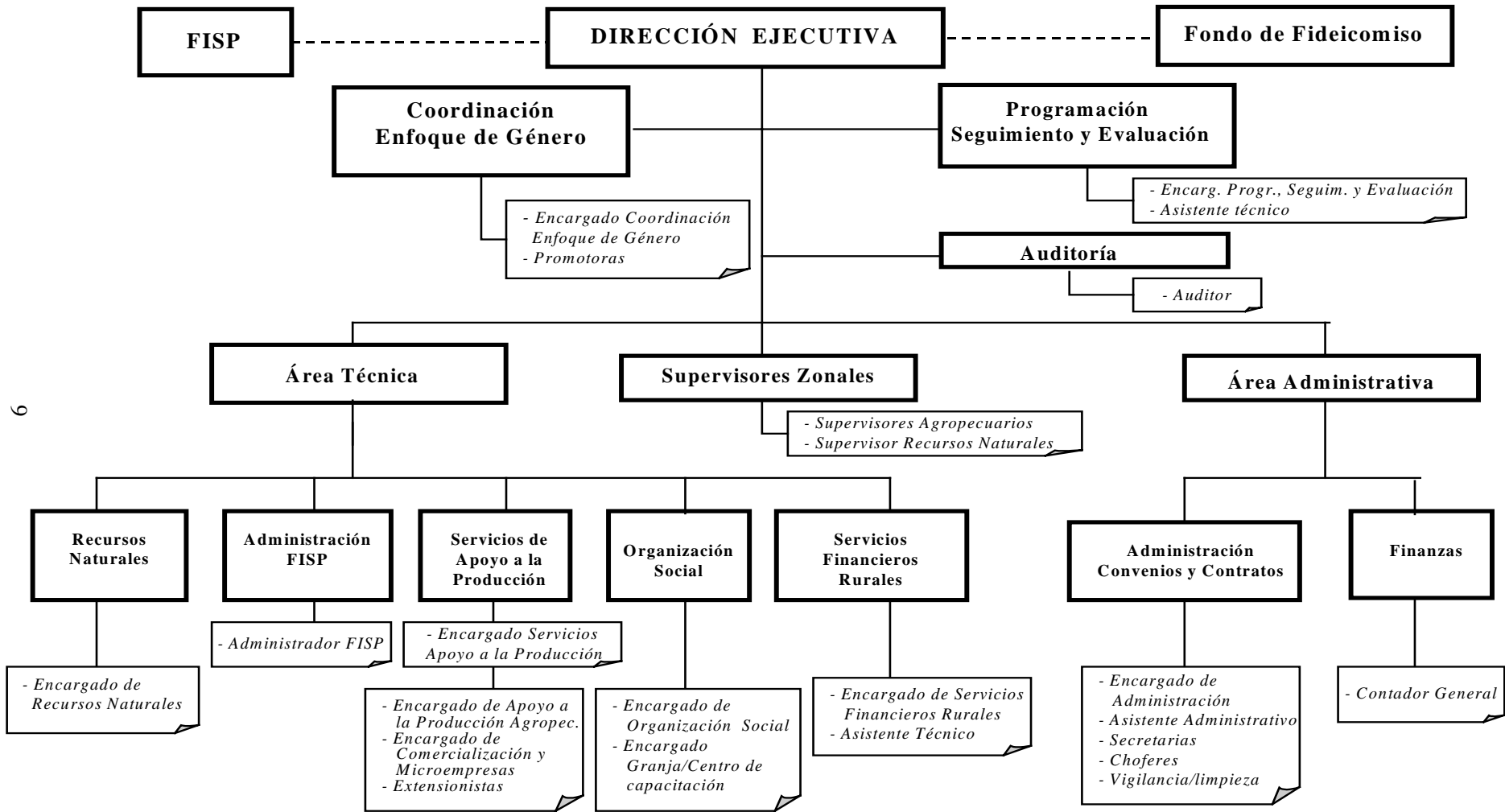
OBJECTIVES, QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS

GENERAL OBJECTIVE													
To contribute to the alleviation of rural poverty through improving income levels and standards of living of the rural poor, male and female, and local capacity building													
SPECIFIC OBJECTIVES													
(1) Strengthen local farmers' organizations and local institutions in order to facilitate their participation in the identification, design, implementation and evaluation of PRODAP-II activities													
(2) Build a sustainable technical assistance and extension service through the gradual transfer of supervision and administration to local farmers' organizations													
(3) Increase family income by improving productivity on agricultural production and diversifying income opportunities. Improve the environmental conditions and ensure sustainable management of natural resources													
(4) Implement an efficient and sustainable credit system based on a gradual transfer of responsibilities and funds to local Intermediate Financial Institutions													
(5) Mainstream and strengthen the gender perspective throughout project activities, ensuring equal participation of men and women in activities and benefits and reducing gender inequities existing in the project area.													
COMPONENTS	ACTIVITIES	Years						Total	PROJECT COSTS AND FINANCING				
		1	2	3	4	5	6		USD million	IFAD %	Gov.t %	Benef. %	
A. Local Capacity Building									COMPONENTS				
- Strengthening of grassroots organizations	Strengthen farmers' organizations and local institutions	20	43	65	67	-	-	195	A. Local Capacity Building	5.37	80	5	15
	Train Innovative Producers and PCU staff (number)	91	102	72	89	48	45	447	B. Productive Support	7.73	69	17	14
	Beneficiaries training (beneficiaries)	700	300	200	100	100	-	1 400	C. Rural financial services	4.04	24	76	-
	Promotion & Training activities (USD '000)	172	302	415	319	136	88	1 433	D. Project Management	2.86	83	17	-
	Execute and coordinate of sub - component activities (USD '000)	99	60	71	59	42	42	373	TOTAL COSTS	20.00	65	26	9
- Social & Productive Investment Fund	Social & Productive Investment Fund Beneficiaries (beneficiaries)	2 500	700	600	500	300	-	4 600	DISBURSEMENTS ACCOUNTS				
	Social and productive investments (USD '000)	307	599	739	740	507	354	3 246	A. Vehicles & Equipment	0.68	90	10	-
	Administration of de Fund (FISP) (USD '000)	19	17	17	17	17	17	104	B. Infrastructure	3.24	75	-	25
B. Productive Support Services									C. Credit	3.00	-	100	-
- Agricultural Technical Services	Beneficiaries contract technical services (beneficiaries)	3 900	1 000	900	530	270	-	6 600	D. Contracts & Agreements	7.62	71	15	14
	Technical Assistance & Specialised Institutions (USD '000)	324	829	1 091	1 020	907	851	5 021	E. Training & Promotion	2.53	90	10	-
	Execute and coordinate sub-component activities (USD '000)	243	152	82	48	46	46	617	F. Incremental Costs	2.08	73	27	-
- Marketing Support	Marketing information system and technical support (USD '000)	44	44	44	44	20	20	213	G. Operation Costs	0.84	90	10	-
	Training and exchange of experiences (USD '000)	41	41	41	41	-	-	165	TOTAL	20.00	65	26	9
	Execute and coordinate sub-component activities (USD '000)	47	23	23	8	8	8	116	TRANSFERS TO BENEFICIARIES				
- Small-scale rural enterprise development	Microentrepreneurs trained in business management (beneficiaries)	100	190	220	220	170	-	900	Percent	69%			
	Training and technical assistance (USD '000)	35	93	119	128	109	36	520	USD (millions)	13.78			
- Sustainable & NR management	Improve environmental conditions (USD '000)	116	91	75	68	57	53	460	PROJECT BENEFITS				
C. Rural Financial Services									Incremental production (USD'000)			8 868	
	Strengthening financial intermediaries (USD '000)	69	78	125	153	34	41	500	Labor Increase (man work day)			311	
	Credit Fund (USD '000)	1 200	600	700	500	-	-	3 000	Family Benefits (USD)			1 701	
	Administration & Supervision	144	107	94	61	34	34	472	ECONOMIC ANALYSIS				
D. Project Management									SCENARIO	IRR	B/C		
	Management & Administration (USD '000)	388	201	220	220	219	219	1 467	Base	18%	1.19		
	Coordination of gender issues (USD '000)	174	119	84	45	35	35	493	Benefits. -10%	12%	1.07		
	Monitoring & evaluation (USD '000)	153	83	121	80	55	87	578	Costs +10%	13%	1.08		
	Inter-project coordination council (USD '000)	15	15	15	15	15	15	90					
	Project Beneficiaries (Nr.)	7 200	2 190	1 920	1 350	840	-	13 500					



<i>Project Cost (without contingencies)</i>	3 590	3	4 3 565	2	1	18 867	Delay Incorp. benef. 2 years	14%	1.11
	454	075		239	945				

ORGANIZACIÓN DE LA UNIDAD COORDINADORA DEL PROYECTO



9





ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

Internal Rate of Return (USD '000)

Year	Incremental Benefits Value	Investment Value	Inputs Costs	Family Labour Cost	Total Project Cost	Project Operation Costs (Years 7-20)	Net Incremental Benefits
1	843	1,305	536	352	2,636	0	-3,986
2	2,487	968	1,397	605	2,754	0	-3,237
3	4,686	985	2,458	971	3,107	0	-2,835
4	6,921	964	3,529	1,209	2,791	0	-1,572
5	8,876	549	4,511	1,427	2,093	0	296
6	10,032	132	4,969	1,518	1,905	0	1,508
7	10,881	59	5,246	1,492	0	200	3,885
8	11,231	26	5,354	1,484	0	200	4,166
9	11,370	0	5,394	1,473	0	200	4,303
10	11,392	0	5,396	1,465	0	200	4,331
11	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
12	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
13	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
14	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
15	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
16	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
17	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
18	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
19	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
20	11,392	0	5,396	1,462	0	200	4,335
Internal Rate of Return							18.5%
Actualization Rate							8.0%
Net Present Value							13,427
Cost/Benefits Ratio							1.19
Critical Value Analysis							
	1	2	3	4	5	6	Total Costs
NPV	82,872	4,034	40,363	12,064	11,945	1,039	69,445
COEF	83.8%	432.8%	133.3%	211.3%	212.4%	1392.2%	119.3%
C-V	-16.2%	332.8%	33.3%	111.3%	112.4%	1292.2%	19.3%

Sensitivity Analysis

	NPV		
	IRR	(USD '000)	B/C
1. Project	18.5%	13,427	1.19
2. Reduction in benefits			
	10%	5,140	1.07
	20%	-3,147	0.95
3. Increase in costs			
	10%	6,483	1.08
	20%	-462	0.99
4. Delay (years)			
	1	10,570	1.15
	2	7,924	1.11
	3	5,475	1.07
5. Project with family labour at market prices	16.1%	10,411	1.14





STAKEHOLDERS' PARTICIPATION IN PROJECT DESIGN

1. The Rural Development Project for the Central Region (PRODAP-II) of the Republic of El Salvador is a good example of how stakeholders could be actively involved in the design of a project (involvement refers to presence, expression of opinions and decision-making). One of the first activities of the Formulation Mission was to organize participatory workshops in communities of the project area. Tools such as participatory rural appraisals and gender analyses were used to enable the men and women of a given community to express their problems, needs, priorities and solutions, and identify differences and similarities between male and female stakeholders.
2. Four workshops were organized in selected communities using simple, but very effective, tools, such as: (i) "the 24-hour clock," which shows how men and women distribute their working and leisure hours on a daily basis; (ii) "the annual calendar," which helps to determine the division of labour in productive activities; (iii) "the map of the future," whereby groups of males and females expressed their expectations and dreams; and (iv) "the institutional diagram," which shows the level of community organization and the different ways men and women participate in local and external organizations.
3. Participatory rural appraisals were used as a means to initiate the participatory project-planning process. Male and female groups worked separately to allow a more conducive atmosphere for discussion, particularly on gender-related issues; the proposals of both groups were discussed and harmonized in plenary sessions. In these plenary sessions, specific project proposals for local capacity-building and social and productive activities were identified and later integrated into the technical proposal of PRODAP-II.
4. After project formulation, and as a second step in the project-planning process, six participatory workshops were organized with the participation of community members, local authorities and NGOs, as well as selected members of the Project Appraisal Mission. The workshops were implemented ten days before the arrival of the complete appraisal team. These workshops were aimed at validating – at the community level – the technical proposal of PRODAP-II as presented in the Formulation Report and ensuring that the proposed project activities genuinely addressed the problems identified by the men and women of the communities involved. During the event, local NGOs and community-based organizations with potential to implement project activities were also identified. This participatory process has also helped to create a sense of project ownership and empowerment among community members, and at the same time has strengthened local capacity in the use of participatory methods.
5. Participatory planning is an integral part of the PRODAP-II proposal and will be used in the preparation of annual plans of work, in the monitoring process, and in other project activities.



PROPOSED GENDER APPROACH

General Objective

1. Contribute to gradually reducing gender inequalities in the project area, thus improving the living conditions of all members of rural families.

Specific objectives

- Fully incorporate a gender approach in PRODAP-II, ensuring the presence of a multidisciplinary team that is sensitive to gender issues and is able to facilitate equitable access for men and women to the services offered by PRODAP-II.
- Broaden women's access to financial services under PRODAP-II, along with training and technical assistance in order to achieve more equitable access.
- Contribute, on an equitable basis, to creating agricultural and non-agricultural income for men and women by lending support for marketing and microenterprise activities.
- Create conditions and promote equitable participation by men and women in local organizations and decision-making processes.
- Create conditions for equal participation by women in environmental activities under PRODAP-II.
- Promote acknowledgement of productive work at the community level and recognition of the reproductive activities of women, in order to arrive at a more equitable distribution of labour.
- Support a reduction in the reproductive workload of women.

Mechanisms for Incorporating the Gender Approach in the Sub-Components

2. To ensure that the gender approach is incorporated in the various sub-components of PRODAP-II, strategies and actions have been planned by component and sub-component.

3. The following considerations were used as a starting point for preparing strategies and methodologies to implement the gender approach in the sub-components of PRODAP-II:

- The gender approach is geared towards equitable, sustainable rural development and will be a common element in all action taken under PRODAP-II.
- In the project area, there are women who are wives or long-time companions of farmers as well as women who are heads of households.
- Both women and men participate actively in the processes of agricultural production, marketing and microenterprise activities.
- All segments of the target population display a gender-based division of labour. As a consequence of the various tasks, problems, development conditions and social position that may be held by men and women, there are also differences in interests, proposed solutions and priorities.
- Factors continue to exist that limit the equitable participation of women: lack of collateral since they do not own their land, fear of going into debt, the culture of machismo and lack of self-esteem as a result of a patriarchal society, the triple role of women with the consequent heavy workload.



COMPARATIVE FEATURES BETWEEN PRODAP I AND PRODAP II

	PRODAP I	PRODAP II
Objectives	<p>Improve income and living standards</p> <p>Increase production of basic grains</p> <p>Mainstream gender perspective</p> <p>Improve marketing</p>	<p>Improve income and living standards</p> <p>Strengthen producer organizations</p> <p>Diversify production</p> <p>Support microenterprise activities</p> <p>Transfer technical services</p> <p>Mainstream gender and environment issues</p>
Execution Modality	Activities centralized in the PCU	Based on demand Decentralized and supervised by producer organizations
Financial Services	Trust fund at the BFA, use of BFA branches, extensionists, and credit agents	Transition from the BFA to financial intermediaries
Community Social Investment Fund	Scarce resources with women in development (WID) approach	Significant resources with gender in development (GID) approach
Production-Support Services	Provided by the PCU and the National Centre for Agricultural Technology	Transferred to the producer organizations Cost-sharing with beneficiaries Participation of NGOs and private institutions
Gender and Environment	Women's participation approach	Integration in all components and coordination of gender issues at the project management level
PCU	Execution by components	Execution by themes and functional areas